

Les blessures tenaces de Fukushima

LE MONDE | 09.03.2013 à 09h47 • Mis à jour le 11.03.2013 à 16h13

Par Philippe Mesmer - Fukushima, Miyagi (Japon) Envoyé spécial



un champ abandonné dans la zone interdite autour de la centrale de Fukushima en novembre 2011. | AFP/DAVID GUTTENFELDER

Lundi 11 mars à 14 h 46, sirènes et cornes de brume retentiront au Japon, à la minute même où un séisme de magnitude 9 secouait deux ans plus tôt les fonds de l'océan Pacifique à quelques dizaines de kilomètres de la côte nord-est du pays, dans la région du Tohoku. Le bilan fut désastreux : 19 000 morts et disparus et une catastrophe nucléaire majeure provoquée par le tsunami.

Dans les départements sinistrés, 310 000 réfugiés attendent toujours un relogement. *"Tout est en retard, déplore Shinichi Raku, résident d'un logement provisoire de Minamisoma (département de Fukushima). La municipalité a élaboré un plan de reconstruction, mais on ne sait pas quand les travaux vont commencer."*

Lire aussi : [A 25 km de la centrale de Fukushima, les enfants hésitent à jouer dans le sable](http://planete/article/2013/03/09/a-25-km-de-la-centrale-de-fukushima-les-enfants-hesitent-a-jouer-dans-le-sable_1845536_3244.html) ([/planete/article/2013/03/09/a-25-km-de-la-centrale-de-fukushima-les-enfants-hesitent-a-jouer-dans-le-sable_1845536_3244.html](http://planete/article/2013/03/09/a-25-km-de-la-centrale-de-fukushima-les-enfants-hesitent-a-jouer-dans-le-sable_1845536_3244.html))

Au départ, l'idée était de reconstruire en deux ans. Les "kasetsu jutaku", ces logements aux allures de préfabriqués devaient être utilisés jusqu'en mai 2013. Mais leur usage a été prolongé. Jusqu'à quand ? *"Il faudra encore deux ou trois ans"*, admet Takashi Miki, de la mairie d'Iwaki, où le plan de reconstruction n'a été finalisé qu'en janvier 2013. Un retard qui touche beaucoup d'autres municipalités : la concertation est difficile avec une population déchirée entre ceux qui veulent revenir dans les lieux détruits et ceux qui veulent être relogés ailleurs.

Chaque ville a suivi sa propre stratégie. A Iwaki, *"nous laissons les gens reconstruire dans les zones du tsunami s'ils le veulent"*, note M. Miki. Plus au nord, à Kesenuma, dans le département de Miyagi, c'est interdit.

Ceux qui ont pris les devants et ont fait rebâtir devront partir. Ce qui n'est pas simple car, si les autorités rachètent leur terrain, il n'est pas certain que l'argent récupéré suffise au sinistré pour en acquérir un nouveau et y faire construire une maison. *"Heureusement que nous possédions un petit terrain en hauteur"*, explique un jeune couple de pêcheurs qui a perdu sa maison à Shichigahama, dans le département de Miyagi. *Mais même avec ça, notre future maison devrait être plus petite qu'avant."*

Parfois, le déplacement se heurte à la géographie locale. Dans le département de Miyagi, les terrains plats sont rares. *"Il va falloir aplanir des hauteurs"*, explique un bon connaisseur de l'économie locale. *Cela devrait allonger les délais et prendre au moins cinq ans."*

Ces problèmes s'ajoutent à une réalité économique dégradée, notamment par le coût des matières premières. Le béton a augmenté de 40 %, et les autres matériaux de construction de 10 %. Les entreprises du secteur, pourtant très sollicitées, refusent certains contrats par crainte de travailler à perte. Et si elles les acceptent, elles peinent à trouver du personnel. La main-d'œuvre manque dans de nombreux secteurs, jusque dans l'administration, ce qui ralentit le

traitement des dossiers.

LA RELANCE TARDE

Le gouvernement peut se prévaloir de progrès dans la restauration des infrastructures : 90 % des hôpitaux fonctionnent, comme 77 % des écoles et 34 % des ports de pêche, et 38 % des terres agricoles sont à nouveau cultivables. *"Mais si l'on considère la reconstruction dans son ensemble, ajoute l'expert de l'économie locale, seuls 10 % ont été véritablement accomplis. La proportion devrait atteindre 30 % cette année."*

L'idée d'un nouveau départ pour cette région à la démographie et à l'économie déclinantes avant le drame semble oubliée. *"Nous souhaitons profiter de la catastrophe pour construire quelque chose de nouveau, regrette M. Miki, mais le gouvernement ne raisonne que pour un retour à la normale."*

La Banque du Japon a revu à la baisse ses prévisions pour la région. En dépit d'un budget consacré à la reconstruction de 2 289 milliards de yens (18,6 milliards d'euros) et des avantages fiscaux accordés aux entreprises pour investir localement, la relance tarde, en effet. Si l'activité ne repart pas, le départ des jeunes pourrait s'accélérer. De quoi ralentir la concrétisation des quelques grands projets prévus, de centrales solaires ou éoliennes, par exemple, dans des villes comme Ishinomaki ou Miyako.

Philippe Mesmer - Fukushima, Miyagi (Japon) Envoyé spécial